

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 97 — 1101

[C - 97/07094]

30 AVRIL 1997. — Arrêté ministériel portant délégations de pouvoir par le Ministre de la Défense nationale en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière de dépenses diverses

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 14 octobre 1996 relatif au contrôle préalable et aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière d'octroi de concessions de travaux publics au niveau fédéral;

Vu l'arrêté royal du 6 février 1997 relatif aux marchés publics de fournitures et de services auxquels s'applique l'article 3, § 3, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1974 déterminant la structure générale du Ministère de la Défense nationale et celle des forces armées, fixant les attributions de certaines autorités, modifié par les arrêtés royaux des 16 mars 1977, 15 septembre 1977 et 19 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 1989 portant organisation de l'état-major général et du commandement territorial interforces, modifié par les arrêtés royaux des 5 mars 1992, 13 juin 1995 et 2 juillet 1996,

Arrête :

CHAPITRE PREMIER. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « le ministre » : le ministre de la Défense nationale;
- 2° « SGA » : le chef du service général des achats;
- 3° « JSI » : le chef de la division infrastructure de l'état-major général;
- 4° « tableau » : un des tableaux numérotés de l'annexe au présent arrêté;
- 5° « la loi » : la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
- 6° « la procédure négociée sans publicité » : la procédure négociée sans respecter les règles de publicité lors du lancement de la procédure au sens de l'article 17, § 2 de la loi.

CHAPITRE II. — *Délégations de pouvoir en matière de marchés publics de travaux, de fournitures et de services*

Section Première. — *Dispositions applicables à tous les marchés*

Art. 2. Les pouvoirs déterminés ci-après sont délégués aux autorités désignées aux tableaux annexés au présent arrêté et dénommées ci-après « ordonnateurs ».

En cas d'absence d'un ordonnateur ses pouvoirs sont exercés par un remplaçant désigné au tableau 4.

Le pouvoir délégué ne peut être subdélégué.

SGA et JSI peuvent limiter la délégation de pouvoir accordée aux ordonnateurs qui leur sont hiérarchiquement et/ou fonctionnellement subordonnés.

Le pouvoir, reconnu aux ordonnateurs décentralisés désignés aux tableaux 5 et 6, peut être limité par SGA en ce qui concerne l'objet et le montant des marchés à attribuer.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 97 — 1101

[C - 97/07094]

30 APRIL 1997. — Ministerieel besluit houdende overdracht van bevoegdheid door de Minister van Landsverdediging inzake het gunnen en uitvoeren van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake diverse uitgaven

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 oktober 1996 betreffende het voorafgaand toezicht en de overdracht van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake de toekenning van concessies voor openbare werken op federaal niveau;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 februari 1997 betreffende de overheidsopdrachten van leveringen en diensten waarop artikel 3, § 3, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten van toepassing is;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1974 betreffende de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en deze van de Krijgsmacht, vastlegging van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1977, 15 september 1977 en 19 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 1989, houdende organisatie van de generale staf en het intermachten territoriaal commando, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 maart 1992, 13 juni 1995 en 2 juli 1996,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

- 1° « de minister » : de minister van landsverdediging;
- 2° « SGA » : de chef van de algemene aankoopdienst;
- 3° « JSI » : de chef van de divisie infrastructuur van de generale staf;
- 4° « tabel » : één van de genummerde tabellen in de bijlage bij dit besluit;
- 5° « de wet » : de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten;
- 6° « onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking » : de onderhandelingsprocedure zonder naleving van de bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in de zin van artikel 17, § 2 van de wet.

HOOFDSTUK II. — *Overdracht van bevoegdheid inzake overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten*

Afdeling I. — *Bepalingen toepasselijk op alle opdrachten*

Art. 2. Aan de overheden, hierna « ordonnateurs » benoemd, vermeld in de bij dit besluit gevoegde tabellen, worden de hierna bepaalde bevoegdheden overgedragen.

In geval van afwezigheid van een ordonnateur worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door een vervanger aangeduid in tabel 4.

De overgedragen bevoegdheid mag niet verder worden overgedragen.

SGA en JSI kunnen de bevoegdheid, toegekend aan ordonnateurs die hun hiërarchisch en/of functioneel ondergeschikt zijn, beperken.

De bevoegdheid, toegekend aan de gedecentraliseerde ordonnateurs vermeld in de tabellen 5 en 6, kan door SGA wat het voorwerp en het bedrag van de te gunnen opdracht betreft, worden beperkt.

Art. 3. La délégation comporte le pouvoir de :

1° préparer le marché dans les limites du tableau 1, c'est-à-dire :

a) décider du mode de passation du marché et du lancement de la procédure;

b) approuver le cahier spécial des charges. SGA et JSI approuvent les cahiers spéciaux des charges pour le ministre.

2° sélectionner les soumissionnaires dans une procédure ouverte et les candidats dans une procédure restreinte ou négociée dans les limites du tableau 2A dans le cas d'un marché pluriannuel et dans les limites du tableau 2B dans les autres cas;

3° procéder à l'évaluation des offres et écarter les offres considérées comme non acceptables, dans les limites des tableaux 2A et 2B;

4° attribuer ou ne pas attribuer le marché dans les limites des tableaux 2A et 2B, c'est-à-dire :

a) approuver le rapport d'attribution, signer les contrats ou l'offre approuvée en tenant compte de l'article 5 et motiver le choix;

b) prendre la décision de non-attribution prévue à l'article 18 de la loi et motiver cette décision.

La délégation comporte aussi le pouvoir de modifier éventuellement certains éléments des marchés et de prendre les décisions d'exécution conformément à l'article 4.

Art. 4. § 1^{er}. — Les avenants qui dérogent aux clauses et/ou conditions essentielles du marché :

1° attribué par le ministre, sont signés par SGA ou JSI, s'il s'agit de modifications sans répercussion financière ou dont la répercussion financière peut être chiffrée et pour autant que celle-ci se situe dans la limite déterminée au tableau 2B pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité;

2° attribué par une autorité citée au tableau 2A ou 2B, sont signés par cette autorité dans la limite de sa délégation de pouvoir déterminée au tableau 2B pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

§ 2. Les avenants qui dérogent aux clauses et/ou conditions non essentielles du marché sont signés par les chefs des services dirigeants et ceci dans la limite de leur délégation déterminée au tableau 2B pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

Pour la division infrastructure, les services dirigeants sont KTG, KDR, KDTel et les sections techniques du groupement KDT.

Pour le service général des achats, le service dirigeant est désigné dans le cahier spécial des charges.

§ 3. Les avenants à caractère administratif comme la forme juridique, le nom, le siège social, ou les statuts relatifs à l'adjudicataire sont signés par le chef du service dirigeant.

Les avenants relatifs aux changements de la personnalité juridique de l'adjudicataire sont signés par l'ordonnateur qui a conclu le marché.

Les actes de cession de marché sont approuvés par l'ordonnateur qui a conclu le marché.

§ 4. Les ordonnateurs du tableau 2 acceptent moyennant réfaction des travaux, fournitures ou services sans que l'objet du marché ne soit modifié. Le montant de la réfaction doit rester dans les limites de leur délégation de pouvoir déterminée au tableau 2B pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

SGA et JSI ont délégation de pouvoir pour prendre cette décision dans les marchés conclus par le ministre dans les limites de la délégation déterminée au tableau 2B qui leur est accordée pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

§ 5. Les ordonnateurs du tableau 2 prennent les décisions en matière de résiliation et d'application des mesures d'office, dans les marchés qu'ils ont conclus et dont la valeur de la partie à résilier ou de celle faisant l'objet des mesures d'office ne dépasse pas la délégation qui leur est accordée au tableau 2B pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

SGA et JSI ont délégation de pouvoir pour prendre les décisions ci-avant dans les marchés conclus par le ministre dans les limites de la délégation qui leur est accordée au tableau 2B pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

Art. 3. De overdracht omvat de bevoegdheid om :

1° de opdracht voor te bereiden binnen de perken van tabel 1, dat wil zeggen :

a) beslissen over de gunningswijze en het inzetten van de procedure;

b) het bestek goedkeuren. SGA en JSI keuren de bestekken van de minister goed.

2° de inschrijvers bij een open procedure en de kandidaten bij een beperkte- of onderhandelingsprocedure te selecteren binnen de perken van tabel 2A indien het een meerjarige opdracht betreft en tabel 2B in de andere gevallen;

3° de offertes te evalueren en deze die niet aanvaardbaar zijn af te wijzen binnen de perken van tabellen 2A en 2B;

4° de opdracht al dan niet te gunnen, binnen de perken van tabellen 2A en 2B, dat wil zeggen :

a) het gunningsverslag goedkeuren, de contracten of de goedgekeurde offerte ondertekenen rekening houdend met artikel 5 en de keuze motiveren;

b) de beslissing van niet-gunning, bepaald in artikel 18 van de wet, nemen en motiveren.

De overdracht omvat ook de bevoegdheid om sommige elementen van een opdracht eventueel te wijzigen en de uitvoeringsbeslissingen te nemen overeenkomstig artikel 4.

Art. 4. § 1. De wijzigingsclausules die afwijken van de essentiële bepalingen en/of voorwaarden van een opdracht :

1° die door de minister werd gegund, worden ondertekend door SGA of JSI, indien het wijzigingen betreft zonder financiële weerslag of waarvan de financiële weerslag kan becijferd worden en voor zover deze minder bedraagt dan het bedrag bepaald in tabel 2B voor het gunnen van opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

2° die door een overheid uit tabel 2A of 2B werd gegund, worden door deze overheid ondertekend binnen de perken van haar bevoegdheid vermeld in tabel 2B om opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te gunnen.

§ 2. De wijzigingsclausules die afwijken van de niet-essentiële bepalingen en/of voorwaarden van de opdracht, worden ondertekend door de chefs van de leidende diensten, en dit binnen de perken van hun bevoegdheid vermeld in tabel 2B om opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te gunnen.

Bij de divisie infrastructuur zijn de leidende diensten KTG, KDR, KDTel en de technische secties van de groepering KDT.

Bij de algemene aankoopdienst wordt de leidende dienst in het bestek aangeduid.

§ 3. De wijzigingsclausules met administratief karakter in verband met de aannemer zoals juridische vorm, naam, maatschappelijke zetel of statuten, worden ondertekend door de chef van de leidende dienst.

De wijzigingsclausules met betrekking tot de wijziging van de rechtspersoonlijkheid van de aannemer worden ondertekend door de ordonnateur die de opdracht heeft gegund.

De akten van overdracht van een opdracht worden goedgekeurd door de ordonnateur die de opdracht heeft gegund.

§ 4. De ordonnateurs uit tabel 2 beslissen over het aanvaarden onder beding van korting wegens minderwaarde van werken, leveringen en diensten. Het bedrag van de korting moet binnen de perken blijven van hun bevoegdheid vermeld in tabel 2B om opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te gunnen.

SGA en JSI hebben de bevoegdheid om deze beslissing te nemen in de opdrachten gegund door de minister en dit binnen de perken van hun bevoegdheid vermeld in tabel 2B om opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te gunnen.

§ 5. De ordonnateurs uit tabel 2 nemen de beslissingen inzake de verbreking en de toepassing van de maatregelen van ambtswege van de door hun gegunde opdrachten, waarvan de waarde van het gedeelte dat verbroken wordt of waarop de maatregelen van ambtswege worden toegepast, hun bevoegdheid vermeld in tabel 2B om opdrachten te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, niet overschrijdt.

SGA en JSI hebben de bevoegdheid om hogergenoemde beslissingen te nemen in de opdrachten gegund door de minister en dit binnen de perken van hun bevoegdheid vermeld in tabel 2B om opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te gunnen.

§ 6. Les ordonnateurs prennent les décisions en matière de remise d'amendes dans les limites du tableau 3. Ces limites concernent le montant de l'amende appliquée.

§ 7. Les ordonnateurs octroient les dommages et intérêts résultant des résiliations ou de la simple application des clauses contractuelles ou réglementaires, suivant les modalités de l'article 4, § 1^{er}.

Art. 5. SGA et JSI établissent, chacun en ce qui le concerne, des instructions d'exécution qui règlent les procédures pour leurs services.

Art. 6. § 1^{er}. Le montant de la délégation comprend le montant total, réel ou estimé de la dépense en francs courants en ce compris les frais accessoires, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et tenant compte des règles des articles 2, 28 et 54 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics.

§ 2. Dans le cas des marchés pluriannuels ouverts ou à commande de travaux, le montant se rapporte, à tous les stades, au montant de l'année budgétaire considérée conformément au tableau 2B. En cas de reconduction de ces marchés le mode de passation initial du marché détermine la délégation de pouvoir.

§ 3. Dans le cas de marchés de travaux pluriannuels à tranches conditionnelles le montant se rapporte à tous les stades au montant de l'ensemble des tranches, conformément au tableau 2A.

§ 4. SGA et JSI ont délégation de pouvoir pour reconduire les marchés pluriannuels ouverts ou à commande conclus par le ministre.

SGA et JSI ont délégation de pouvoir pour commander les options ou tranches ultérieures des marchés pluriannuels à options définies ou à tranches conditionnelles conclus par le ministre.

Les ordonnateurs du tableau 2A peuvent reconduire les marchés qu'ils ont conclus. Ils peuvent commander les options ou tranches des marchés qu'ils ont conclus.

Section II. — Dispositions applicables aux marchés particuliers

Art. 7. Lorsque la loi budgétaire autorise les conventions d'échange, SGA a le pouvoir de préparer, attribuer et exécuter celles-ci, dans le respect de la législation sur les marchés publics et de la section Ière du présent chapitre.

En particulier, la délégation est déterminée par les tableaux 1 et 2B, en fonction de la valeur d'échange et du mode de passation.

Art. 8. Les autorités désignées au tableau 8 ont délégation de pouvoir pour préparer, en temps de paix, les contrats différés de travaux, fournitures et services. En temps de guerre ou y assimilé, elles procèdent à la mise en exécution.

SGA et JSI, chacun en ce qui le concerne, ont délégation de pouvoir, en temps de paix, pour conclure et résilier les contrats différés de travaux, fournitures et services.

Section III. — Délégations spéciales

Art. 9. § 1^{er}. Le directeur du Belgian Military Supply Office à Washington peut préparer les marchés aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada dans les limites du tableau 1.

Il peut attribuer et exécuter ces marchés dans les limites des tableaux 2A et 2B.

Au-dessus de ce seuil une délégation spéciale du ministre est requise, le cas échéant après approbation par le Conseil des Ministres.

§ 2. Le chef de la division opérations de l'état-major général ainsi que le chef de la section gestion de cette division ont délégation de pouvoir à concurrence de deux millions et demi de francs pour passer des marchés non-pluriannuels dont le principe a été approuvé par le chef de l'état-major général, sauf en ce qui concerne l'achat de voitures.

§ 3. Les attachés militaires et le directeur du Belgian Military Supply Office ont délégation de pouvoir à concurrence de deux millions et demi de francs pour passer des marchés non-pluriannuels dont le principe a été approuvé par le chef de l'état-major général et destinés à satisfaire les besoins spécifiques au fonctionnement de leur bureau et/ou à l'accomplissement de leur mission, sauf en ce qui concerne l'achat de voitures.

§ 6. De ordonnateurs nemen de beslissingen inzake de teruggave van boeten binnen de perken van tabel 3. Deze beperkingen betreffen het bedrag van de toegepaste boeten.

§ 7. De ordonnateurs kennen de schadevergoeding toe voortvloeiend uit de verbrekingen of uit de eenvoudige toepassing van contractuele of reglementaire bepalingen volgens de regels van artikel 4, § 1.

Art. 5. SGA en JSI stellen, elk voor wat hem betreft, uitvoeringson-derrichtingen op die de procedures van hun diensten regelen.

Art. 6. § 1. Het bedrag van de bevoegdheid omvat het totale werkelijke of geraamde bedrag van de opdracht in lopende franken, erbij inbegrepen de bijkomende kosten, met uitsluiting van de belasting op de toegevoegde waarde en rekening houdend met de regels uit de artikelen 2, 28 en 54 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

§ 2. In het geval van meerjarige open- of bestelovereenkomsten van werken heeft het bedrag, in alle stadia, betrekking op de opdracht voor het beschouwde budgettaire jaar overeenkomstig tabel 2B. In geval van verlenging van deze opdrachten wordt de bevoegdheid bepaald rekening houdend met de gunningswijze van de oorspronkelijke opdracht.

§ 3. In het geval van opdrachten van werken met voorwaardelijke schijven heeft het bedrag in alle stadia betrekking op het geheel van de schijven, overeenkomstig tabel 2A.

§ 4. SGA en JSI hebben de bevoegdheid om de meerjarige open- of bestelovereenkomsten gegund door de minister te verlengen.

SGA en JSI hebben de bevoegdheid om in de meerjarige opdrachten met gedefinieerde opties of voorwaardelijke schijven gegund door de minister, deze opties of schijven te bestellen.

De ordonnateurs van tabel 2A mogen de opdrachten die zij hebben gegund verlengen. Zij mogen de opties of schijven bestellen van de opdrachten die zij hebben gegund.

Afdeling II. — Bepalingen toepasselijk op bijzondere opdrachten

Art. 7. Indien de begrotingswet ruilvereenkomsten toelaat, heeft SGA de bevoegdheid deze voor te bereiden, te gunnen en uit te voeren, mits naleving van de wetgeving op de overheidsopdrachten en van de bepalingen uit afdeling I van dit hoofdstuk.

In het bijzonder wordt de bevoegdheid bepaald door tabellen 1 en 2B, in functie van de ruilwaarde en de gunningswijze.

Art. 8. De overheden in tabel 8 aangeduid hebben de bevoegdheid om in vredestijd uitgestelde contracten voor werken, leveringen en diensten voor te bereiden. In oorlogstijd, of ermee gelijkgesteld, gaan ze over tot de uitvoering.

SGA en JSI hebben, ieder wat hem betreft, de bevoegdheid om in vredestijd de uitgestelde contracten voor werken, leveringen en diensten te gunnen en te verbreken.

Adeling III. — Speciale overdrachten van bevoegdheid

Art. 9. § 1. De directeur van het Belgian Military Supply Office te Washington mag de opdrachten in de Verenigde Staten van Amerika en Canada voorbereiden, binnen de perken van tabel 1.

Hij mag deze opdrachten gunnen en uitvoeren binnen de perken van tabel 2A en 2B.

Boven deze drempel is een bijzondere overdracht van bevoegdheid vanwege de minister vereist, in voorkomend geval na goedkeuring door de Ministerraad.

§ 2. De chef van de divisie operaties van de generale staf en de chef van de sectie beheer van deze divisie hebben de bevoegdheid ten belope van tweeënhalf miljoen frank om niet-meerjarige opdrachten te gunnen waarvan het principe werd goedgekeurd door de chef van de generale staf. Deze bevoegdheid geldt niet voor de aankoop van voertuigen.

§ 3. De militaire attachés en de directeur van het Belgian Military Supply Office hebben de bevoegdheid ten belope van tweeënhalf miljoen frank om niet-meerjarige opdrachten te gunnen waarvan het principe werd goedgekeurd door de chef van de generale staf en bestemd om de specifieke behoeften voor de werking van hun bureau en/of voor de uitvoering van hun opdracht te dekken. Deze bevoegdheid geldt niet voor de aankoop van voertuigen.

§ 4. Le commandant de la section Host Nation Support du commandement territorial interforces a délégation de pouvoir pour préparer, attribuer et exécuter des marchés non-pluriannuels dans le cadre du soutien au fonctionnement de la ligne de communication des forces armées étrangères.

Chaque marché est passé pour le compte de ces nations étrangères et pour un montant maximum de douze millions de francs.

§ 5. Le directeur de la 4(BE)PL Div a délégation de pouvoir pour préparer, attribuer et exécuter des marchés destinés à satisfaire des besoins spécifiques à sa mission pour les montants maxima suivants :

1° dix millions de francs pour les marchés passés par adjudication publique ou appel d'offres général;

2° cinq millions de francs pour les marchés passés par adjudication restreinte, appel d'offres restreint ou par procédure négociée avec publication préalable au sens de l'article 17, § 3 de la loi;

3° deux millions et demi de francs pour les marchés passés par procédure négociée sans publicité.

De plus le directeur peut transférer des commandes au Bureau fédéral d'achats jusqu'à concurrence de cinq millions de francs.

§ 6. La transmission de commandes au Bureau fédéral d'achats, en exécution de l'arrêté royal du 23 février 1977, ne peut être réalisée que par les ordonnateurs désignés au tableau 1 et dans les limites indiquées.

Art. 10. § 1^{er}. En cas d'extrême urgence et dans les circonstances qui ne permettent pas de faire intervenir une autorité désignée au tableau 2 et lorsqu'ils sont en mission, exercice ou manoeuvres à l'étranger :

- l'autorité la plus élevée en grade commandant l'unité ou l'organisme,
 - le commandant de bord d'un aéronef militaire,
 - le commandant d'un bâtiment de la marine
- ont délégation de pouvoir pour passer les marchés nécessaires à :
- protéger des vies humaines,
 - assurer les soins médicaux, le transport ou le rapatriement du personnel militaire et des éventuels civils faisant partie de la suite des forces armées,
 - assurer la sécurité d'emploi du matériel militaire ou la bonne exécution de la mission.

Pour le commandant de bord d'un aéronef cette délégation vaut aussi en Belgique.

§ 2. En cas d'extrême urgence et dans les circonstances qui ne permettent pas de faire intervenir une autorité désignée au tableau 2, le chef de la division opérations de l'état-major général a délégation de pouvoir pour préparer, attribuer et exécuter les marchés nécessaires pour assurer la bonne exécution d'une opération ou d'une mission de transport urgente.

§ 3. Les dispositions du présent article ne s'appliquent que si le marché ne doit pas être soumis au Conseil des ministres et que si les montants déterminés à l'article 9, § 1^{er} de l'arrêté royal du 14 octobre 1996 relatif au contrôle préalable et aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière d'octroi de concessions de travaux publics au niveau fédéral ne sont pas dépassés.

Section IV. — Procédures spéciales

Art. 11. § 1^{er}. Pour les marchés de travaux, de fournitures et de services traités en commun dans un contexte public national ou international :

1° les conventions, préparées par les états-majors concernés en collaboration avec SGA ou JSI, après accord du Conseil des ministres, sont signées et modifiées par SGA ou JSI, dans les limites de leur délégation pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

§ 4. De commandant van de sectie Host Nation Support van het intermachten territoriaal commando heeft de bevoegdheid om niet-meerjarige opdrachten in het kader van de steun aan de werking van de communicatielijnen van de vreemde strijdkrachten, voor te bereiden, te gunnen en uit te voeren.

Elke opdracht wordt gegund voor rekening van deze vreemde staten en voor een maximaal bedrag van twaalf miljoen frank.

§ 5. De directeur van de 4(BE)PL Div heeft de bevoegdheid om opdrachten, bestemd om aan specifieke behoeften voor zijn opdracht te voldoen, voor te bereiden, te gunnen en uit te voeren, ten belope van volgende maximumbedragen :

1° tien miljoen frank voor de opdrachten gegund bij openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag;

2° vijf miljoen frank voor de opdrachten gegund bij beperkte aanbesteding, beperkte offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking bij de aanvang van de procedure in de zin van artikel 17, § 3 van de wet;

3° tweeënhalf miljoen frank voor de opdrachten gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.

Bovendien mag de directeur bestellingen aan het Federaal Aankoopbureau overmaken ten belope van maximum vijf miljoen frank.

§ 6. Het overmaken van bestellingen aan het Federaal Aankoopbureau, in uitvoering van het koninklijk besluit van 23 februari 1977 betreffende dit bureau, mag slechts gebeuren door de ordonnateurs opgenomen in tabel 1 en dit binnen de aangeduide limieten.

Art. 10. § 1. Bij hoogdringendheid en in omstandigheden die niet toelaten een overheid aangeduid in tabel 2 te doen tussenkomen en wanneer zij met opdracht, op oefening of op manoeuvre zijn in het buitenland, hebben :

- de overheid met de hoogste graad die de eenheid of de instelling beveelt,
 - de boordcommandant van een militair luchtvaartuig,
 - de commandant van een schip van de marine,
- de bevoegdheid om opdrachten te gunnen die noodzakelijk zijn om :
- mensenlevens te beschermen,
 - te voorzien in de medische verzorging, het vervoer of de repatriëring van het militair personeel en de eventuele burgers die deel uitmaken van het gevolg der strijdkrachten,
 - de gebruiksveiligheid van het militair materieel of de goede uitvoering van de opdracht te verzekeren.

Voor de boordcommandant van een luchtvaartuig geldt deze bevoegdheid ook in België.

§ 2. Bij hoogdringendheid en in omstandigheden die niet toelaten een overheid aangeduid in tabel 2 te doen tussenkomen, heeft de chef van de divisie operaties van de generale staf overdracht van bevoegdheid om opdrachten voor te bereiden, te gunnen en uit te voeren die noodzakelijk zijn om de goede uitvoering van een operatie of van een dringende transportopdracht te verzekeren.

§ 3. De bepalingen van dit artikel gelden voor zover de opdracht niet dient voorgelegd aan de Ministerraad en voor zover de bedragen bepaald in artikel 9, § 1 van het koninklijk besluit van 14 oktober 1996 betreffende het voorafgaand toezicht en de overdracht van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake de toekenning van concessies voor openbare werken op federaal niveau, niet worden overschreden.

Afdeling IV. — Bijzondere procedures

Art. 11. § 1. Voor opdrachten van werken, leveringen en diensten in gemeenschappelijk, nationaal of internationaal verband :

1° de conventies, voorbereid door de betrokken staven in samenwerking met SGA of JSI, na het akkoord van de Ministerraad, worden ondertekend en gewijzigd door SGA of JSI, binnen de perken van hun bevoegdheid om opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te gunnen.

2° sauf si le traité ou la convention en décide autrement, les marchés qui en découlent sont préparés, passés et exécutés suivant les délégations de la Section Ière.

§ 2. Pour les marchés de travaux, de fournitures ou de services au nom et pour compte de tiers publics nationaux ou internationaux, la réglementation reprise au § 1^{er} est d'application.

CHAPITRE III. — Délégation de pouvoir en matière de dépenses diverses

Art. 12. § 1^{er}. — Les autorités désignées au tableau 7 ont délégation de pouvoir pour engager des dépenses par suite d'engagements découlant d'un programme de consommation approuvé par le ministre et qui ne se rapportent pas à des marchés publics mais qui sont nécessaires à la mise en oeuvre de leur état-major, force ou service telles que dépenses à caractère international, frais de cours, frais occasionnés par les envois à l'étranger dans le cadre des directives du ministre, frais médicaux et pharmaceutiques, frais de représentation et les frais de location immobilière.

§ 2. Le directeur général de l'Administration générale civile, ou les autorités sous sa dépendance désignées au tableau 7, ont délégation de pouvoir pour souscrire des engagements qui sont de la même nature que ceux visés au § 1^{er} et qui sont nécessaires à la mise en oeuvre de son administration.

Art. 13. L'approbation des dépenses se fait par les autorités qui sont compétentes pour décider au sujet de ces dépenses. Ces autorités peuvent, sous leur responsabilité, désigner un nombre limité d'autorités qui dépendent d'elles et qui sont habilitées à approuver ces dépenses.

CHAPITRE IV. — Délégation de pouvoir en matière de contentieux et de dommages et intérêts

Art. 14. Les autorités de l'administration générale civile citées ci-après ont délégation de pouvoir pour prendre toutes les décisions et, notamment, pour fixer le montant qui est recouvrable à charge des personnes responsables et pour déterminer la partie du dommage qui est à charge de l'état, ainsi que pour approuver les dépenses, qu'elles résultent d'une transaction ou d'une simple reconnaissance de dette de l'état, en matière de :

1° dommage aux personnes;

2° dommages aux biens en cas d'accidents de roulage ou lorsqu'il y a un tiers en cause;

3° indemnisation suite à des réquisitions et dommages causés par des manoeuvres de troupes, et indemnisation des engagements souscrits par la résistance armée;

4° contentieux judiciaire, lequel prend naissance à partir de la mise en demeure;

5° frais de justice, y compris l'indemnité de procédure.

Cette délégation de pouvoir est accordée à concurrence des montants suivants :

Directeur général	5 millions de francs
Directeur d'administration	3,5 millions de francs
Premier conseiller	2,8 millions de francs
Directeur ou conseiller	2,5 millions de francs
Conseiller juridique adjoint ou Conseiller adjoint	750.000 francs
Secrétaire d'administration	400.000 francs
Chef administratif	80.000 francs
Assistant administratif	40.000 francs

L'exercice de la délégation de pouvoir par les fonctionnaires d'un degré inférieur à celui de directeur ou de conseiller est subordonné à l'autorisation du directeur ou du conseiller dont ils relèvent. Cette autorisation peut être retirée.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 15. L'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 1991 relatif aux délégations de pouvoir du Ministre de la Défense nationale est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 1997.

Bruxelles, le 30 avril 1997.

J.-P. PONCELET

2° tenzij het verdrag of de conventie het anders bepaalt, worden de opdrachten, die eruit voortvloeien, voorbereid, gegund en uitgevoerd volgens de regels van Afdeling I.

§ 2. Voor de opdrachten van werken, leveringen en diensten in naam en voor rekening van zowel nationale als internationale derden geldt dezelfde regeling als in § 1.

HOOFDSTUK III. — Overdracht van bevoegdheid inzake diverse uitgaven

Art. 12. § 1. De overheden aangeduid in tabel 7 hebben de bevoegdheid om uitgaven vast te leggen tengevolge van verbintenissen die voortvloeien uit een door de Minister goedgekeurd verbruiksprogramma en die geen betrekking hebben op overheidsopdrachten maar die noodzakelijk zijn voor het in werking stellen van hun staf, krijgsmachtdeel of dienst zoals uitgaven van internationale aard, cursuskosten, kosten ter gelegenheid van zendingen in het buitenland in het kader van de richtlijnen van de minister, medische en farmaceutische onkosten, representatiekosten en huurkosten voor onroerende goederen.

§ 2. De directeur-generaal van het Burgerlijk Algemeen Bestuur of de hem ondergeschikte overheden aangeduid in tabel 7, hebben de bevoegdheid om verbintenissen aan te gaan die van dezelfde aard zijn als deze bedoeld in § 1 en noodzakelijk voor het in werking stellen van zijn bestuur.

Art. 13. De goedkeuring van de uitgaven gebeurt door de overheden die bevoegd zijn om te beslissen over deze uitgaven. Deze overheden mogen, op hun verantwoordelijkheid, een beperkt aantal hen ondergeschikte overheden aanduiden die bevoegd zijn om deze uitgaven goed te keuren.

HOOFDSTUK IV. — Overdracht van bevoegdheid inzake geschillen en schadevergoeding

Art. 14. De hierna vermelde overheden van het burgerlijk algemeen bestuur hebben de bevoegdheid om alle beslissingen te nemen en, met name, om het bedrag vast te stellen dat invorderbaar is van de aansprakelijke personen en om het gedeelte van de schade te bepalen dat ten laste valt van de staat, alsook om uitgaven goed te keuren, die voortvloeien uit een dading of uit een eenvoudige schuldbekentenis van de staat, met betrekking tot :

1° schade aan personen;

2° schade aan goederen bij verkeersongevallen of wanneer er een derde bij betrokken is;

3° vergoeding wegens opeisingen en schade berokkend door leger-eenheden of manoeuvres en van door het gewapend verzet aangegane verbintenissen;

4° gerechtelijke geschillen, die ontstaan op het ogenblik van de ontvangst van de ingebrekestelling;

5° gerechtskosten, met inbegrip van de rechtplegingsvergoeding.

De overdracht van bevoegdheid geldt tot beloop van de volgende bedragen :

Directeur-generaal	5 miljoen frank
Bestuursdirecteur	3,5 miljoen frank
Eerste adviseur	2,8 miljoen frank
Directeur of adviseur	2,5 miljoen frank
Adjunct-rechtskundig adviseur of adjunct-adviseur	750.000 frank
Bestuurssecretaris	400.000 frank
Bestuurschef	80.000 frank
Bestuursassistent	40.000 frank

De uitoefening van de bevoegdheid door de ambtenaren met een lagere rang dan directeur of adviseur is onderworpen aan de toelating van de directeur of de adviseur waarvan zij afhangen. Deze toelating kan ingetrokken worden.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 15. Het ministerieel besluit van 1 oktober 1991 betreffende het overdragen van bevoegdheid van de Minister van Landsverdediging wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1997.

Brussel, 30 april 1997.

J.-P. PONCELET

Annexe à l'arrêté ministériel n° 76406 du 30 avril 1997

Tableau 1

Délégation de pouvoir au stade de la préparation (en millions de FB)

		P r o c é - dure ouverte	Procédure restreinte ou négociée (article 17, § 3 loi)	Procédure négociée (article 17, § 2 loi)	Cas particulier (*)
1	SGA-JSI pluriannuels autres	100 50	50 25	25 (**) 12 (**)	100 (**) 50 (**)
2	Chefs des sections du SGA. Comd Gpt KDT, KTG, SRFA, Directeur BMSO	30	15	6	—
3	Chefs des sous-sections du SGA. Chefs des sections techniques du Gpt KDT, Dir KDR et KDTel	10	5	2,5	—
4	Ordonnateurs décentralisés de la catégo- rie A (Tableau 5)	2,5	2,5	2,5	—
5	Ordonnateurs décentralisés de la catégo- rie B (Tableau 6)	0,8	0,8	0,8	—
6	Chefs de Corps, KL	—	—	0,2	—

Remarques :

* Marchés à confier au Bureau fédéral d'achats, aux états étrangers, aux organismes d'approvisionnement constitués en agences de l'OTAN, ou à confier à SRFA ou à BMSO.

** Sauf pour les marchés à soumettre au Conseil des ministres en vertu des art. 2 à 4 de l'arrêté royal du 14 octobre 1996.

Les marchés à attribuer par BMSO, SRFA ou à confier aux organismes d'approvisionnement constitués en agences de l'OTAN ou aux états étrangers sont soumis au Conseil des ministres dans les mêmes conditions que les marchés par procédure négociée sans publicité.

Tableau 2

Délégation de pouvoir au stade de l'attribution (en millions de FB)

A. Marchés pluriannuels

	Ordonnateur	P r o c é - dure ouverte	Procédure restreinte ou négociée (article 17, § 3 loi)	Procédure négociée (article 17, § 2 loi)
1	SGA-JSI	100	50	25 (*)
2	Chefs des sections du SGA. Comd Gpt KDT, KTG, SRFA, Directeur BMSO	50	25	8
3	Chefs des sous-sections du SGA. Chefs des sections techniques du Gpt KDT, Dir KDR et KDTel	20	10	4
4	Ordonnateurs décentralisés de la catégorie A (tableau 5)	—	—	—
5	Ordonnateurs décentralisés de la catégorie B (tableau 6)	—	—	—
6	Chefs de Corps, KL	—	—	—

B. Autres marchés

	Ordonnateur	P r o c é - dure ouverte	Procédure restreinte ou négociée (article 17, § 3 loi)	Procédure négociée (article 17, § 2 loi)
1	SGA-JSI	50	25	12 (*)
2	Chefs des sections du SGA. Comd Gpt KDT, KTG, SRFA, Directeur BMSO	30	15	6
3	Chefs des sous-sections du SGA. Chefs des sections techniques du Gpt KDT, Dir KDR et KDTel	10	5	2,5
4	Ordonnateurs décentralisés de la catégorie A (tableau 5)	2,5	2,5	2,5
5	Ordonnateurs décentralisés de la catégorie B (tableau 6)	0,8	0,8	0,8
6	Chefs de Corps, KL	—	—	0,2

(*) Sauf pour les marchés à soumettre au Conseil des Ministres en vertu de l'art. 2, § 6 de l'arrêté royal du 6 février 1997.

Bijlage aan het ministerieel besluit nr. 76406 van 30 april 1997

Tabel 1

Overdracht van bevoegdheid in het stadium voorbereiding (in miljoenen BF)

		Algemene procedure	Beperkte procedure Onderhandelingsprocedure (artikel 17, § 3 wet)	Onderhandelingsprocedure (artikel 17, § 2 wet)	Bijzondere gevallen (*)
1	SGA-JSI meerjarige andere	100 50	50 25	25 (**) 12 (**)	100 (**) 50 (**)
2	Sectiechefs van SGA. Comd Gpg KDT, KTG, SRFA, Directeur BMSO.	30	15	6	—
3	Ondersectiechefs van SGA. Chefs van de technische secties van Gpg KDT, Dir KDR en KDTel	10	5	2,5	—
4	Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie A (tabel 5)	2,5	2,5	2,5	—
5	Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie B (tabel 6)	0,8	0,8	0,8	—
6	Korpscommandanten, KL	—	—	0,2	—

Opmerkingen

* Opdrachten toe te vertrouwen aan het Federaal Aankoopbureau, aan vreemde staten, aan bevoorradingsorganismen als NAVO-agentschap opgericht, aan SRFA of aan BMSO.

** Behalve voor opdrachten voor te leggen aan de Ministerraad in toepassing van art. 2 tot en met 4 van het koninklijk besluit van 14 oktober 1996.

De opdrachten te gunnen door BMSO, SRFA of toe te vertrouwen aan een bevoorradingsorganisme als NAVO-agentschap opgericht of aan een vreemde staat, worden aan de Ministerraad voorgelegd onder dezelfde voorwaarde als de opdrachten volgens de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.

Tabel 2

Overdracht van bevoegdheid in het stadium gunning (in miljoenen BF)

A. Meerjarige opdrachten

	Ordonnateur	Algemene procedure	Beperkte procedure Onderhandelingsprocedure (artikel 17, § 3 wet)	Onderhandelingsprocedure (artikel 17, § 2 wet)
1	SGA-JSI	100	50	25(*)
2	Sectiechefs van SGA. Comd Gpg KDT, KTG, SRFA, Directeur BMSO.	50	25	8
3	Ondersectiechefs van SGA. Chefs van de technische secties van Gpg KDT, Dir KDR en KDTel	20	10	4
4	Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie A (tabel 5)	—	—	—
5	Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie B (tabel 6)	—	—	—
6	Korpscommandanten, KL	—	—	—

B. Andere opdrachten

	Ordonnateur	Algemene procedure	Beperkte procedure Onderhandelingsprocedure (artikel 17, § 3 wet)	Onderhandelingsprocedure (artikel 17, § 2 wet)
1	SGA-JSI	50	25	12(*)
2	Sectiechefs van SGA. Comd Gpg KDT, KTG, SRFA, Directeur BMSO.	30	15	6
3	Ondersectiechefs van SGA. Chefs van de technische secties van Gpg KDT, Dir KDR en KDTel	10	5	2,5
4	Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie A (tabel 5)	2,5	2,5	2,5

	Ordonnateur	Algemene procedure	Beperkte procedure Onderhandelings-procedure (artikel 17, § 3 wet)	Onderhandelings-procedure (artikel 17, § 2 wet)
5	Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie B (tabel 6)	0,8	0,8	0,8
6	Korpscommandanten, KL	—	—	0,2

(*) Behalve voor de opdrachten voor te leggen aan de Ministerraad in toepassing van art. 2, § 6 van het koninklijk besluit van 6 februari 1997.

Tableau 3
Délégation de pouvoir pour remise d'amendes (en FB)

N°	Ordonnateur	Remise d'amendes
1	SGA - JSI	2.500.000
2	Chefs des sections du SGA. Comd Gpt KDT, KTG, SRFA	1.000.000
3	Chefs des sous-sections du SGA. Chefs des sections techniques du Gpt KDT, Dir KDR et KDTel.	250.000
4	Ordonnateurs décentralisés de la catégorie A (tableau 5)	125.000
5	Ordonnateurs décentralisés de la catégorie B (tableau 6)	40.000
6	Chefs de corps, KL	—

Tableau 4

Remplaçants en cas d'absence

1. Pour SGA.
 - a. Pour le chef du service général des achats : le remplaçant désigné.
 - b. Pour les chefs de section : le chef de sous-section le plus ancien.
 - c. Pour les chefs de sous-section : l'officier le plus ancien de cette sous-section.
 - d. Pour SRFA : l'officier le plus ancien.
2. Pour JSI.
 - a. Pour le chef de la division infrastructure : Comd Gpt KDT.
 - b. Pour Comd Gpt KDT : KDT/A.
 - c. Pour les Dir des KDR : le commandant en second et pour les cahiers spéciaux des charges le chef du bureau d'études.
 - d. Pour les Dir de KDTel et KTG : l'officier adjoint.
3. Pour les ordonnateurs décentralisés.
L'autorité désignée pour exercer la fonction ad interim.

Tableau 5

Ordonnateurs décentralisés de la catégorie A

- Les commandants des complexes d'appui logistique de la force terrestre.
- Les commandants des bataillons logistiques chargés d'une mission de dépôt et de réapprovisionnement au profit de l'ensemble de la force terrestre.
- Le commandant de la section achat (VDN) de l'état-major de la force aérienne.
- Le commandant du commandement logistique de la marine.
- Le commandant de la pharmacie militaire centrale.
- Le conservateur en chef du musée royal de l'armée.
- Le commandant de l'Ecole royale militaire.
- Le chef du SGR.
- Le chef de l'économat de l'administration générale civile.

Tabel 3
Overdracht van bevoegdheid voor teruggave van boeten (in BF)

Nr.	Ordonnateur	Teruggave van boete
1	SGA - JSI	2.500.000
2	Sectiechefs van SGA. Comd Gpg KDT, KTG, SRFA, Direc- teur BMSO	1.000.000
3	Ondersectiechefs van SGA. Chefs van de technische secties van Gpg KDT, Dir KDR en KDTel.	250.000
4	Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie A (tabel 5)	125.000
5	Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie B (tabel 6)	40.000
6	Korpscommandanten, KL	—

Tabel 4

Vervangers bij afwezigheid

1. Voor SGA.
 - a. Voor de chef van de algemene aankoopdienst : de aangeduide plaatsvervanger.
 - b. Voor de sectiechefs : de oudste ondersectiechef in graad.
 - c. Voor de ondersectiechef : de oudste officier in graad van deze ondersectie.
 - d. Voor SRFA : de oudste officier in graad.
2. Voor JSI.
 - a. Voor de chef van de divisie infrastructuur : Comd Gpg KDT.
 - b. Voor Comd Gpg KDT : KDT/A.
 - c. Voor de Dir van KDR : de tweede commandant en voor de bestekken de chef van het studie-bureau.
 - d. Voor de Dir van KDTel en KTG : de officier adjunct
3. Voor de gedecentraliseerde ordonnateurs.
De overheid aangeduid om de functie ad interim te vervullen.

Tabel 5

Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie A

- De commandanten van de logistieke steuncomplexen van de landmacht.
- De commandanten van de logistieke bataljons belast met een depot- en herbevoorradingsoverdracht ten voordele van de ganse landmacht.
- De commandant van de aankoopsectie van de staf van de luchtmacht (VDN).
- De commandant van het commando logistiek van de marine.
- De commandant van de militaire hoofdapotheek.
- De hoofdconservator van het Koninklijk Legermuseum.
- De commandant van de Koninklijke Militaire School.
- De chef van SGR.
- De chef van het economaat van het Burgerlijk Algemeen Bestuur.

Tableau 6

Ordonnateurs décentralisés de la catégorie B

- Le chef d'état-major général de la force terrestre et GSA, GS1 et GS4.
- Les chefs des services logistiques des bataillons logistiques chargés d'une mission de dépôt et de réapprovisionnement au profit de l'ensemble de la force terrestre.
- Les commandants des unités logistiques de la force terrestre (bataillons et compagnies indépendantes) ayant l'approvisionnement ou la maintenance de matériel dans leurs attributions.
- Les chefs des états-majors spéciaux des complexes d'appui logistique.
- Le commandant du 21 wing logistique et les commandants des sous-sections de la section d'achat de l'état-major de la force aérienne (VDN/V et VDN/Y).
- Les commandants des formations hospitalières et des pharmacies territoriales.
- Le commandant de l'imprimerie des forces armées du commandement territorial interforces.
- Le commandant du groupe contrôle des mouvements du commandement territorial interforces.
- Le commandant du groupement transmissions du commandement territorial interforces.
- Le commandant du service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs.
- Le directeur de la bibliothèque centrale de la défense nationale.
- Le commandant de l'institut royal supérieur de défense.
- Les commandants des établissements interalliés.

Tableau 7

Pouvoir en matière de dépenses diverses

- Le chef de l'état-major général ou JSB, JSI, JSM, JSO, JSP, SGA, SGR et SID.
- Le chef de la section gestion de la division opérations de l'état-major général.
- Le chef d'état-major de la force terrestre et GSA, GS1, GS4.
- Le chef d'état-major et le chef du bureau training du commandement opérationnel de la force terrestre.
- Le chef d'état-major de la force aérienne et VSA, VSL.
- Le chef d'état-major de la marine et ZSA, ZSP, ZSE et ZS Instruction.
- Le chef d'état-major du service médical et MSA, MS4.
- Le commandant du commandement territorial interforces, le général adjoint, G3 et G4.
- Le chef de la direction des travaux en Allemagne.
- Le directeur général de l'administration générale civile et CA, CJ.
- Le chef de l'économat de l'administration générale civile.

Tableau 8

Délégation de pouvoir en matière de préparation et d'exécution des contrats différés de travaux, fournitures et services

- Les chefs des sections et sous-sections du service général des achats.
- Comd Gpt KDT, les chefs des sections techniques du Gpt KDT, les directeurs des KDR et de KDTel.
- L'officier général ou l'officier supérieur, vice-président du comité mixte des travaux à exécuter d'urgence en temps de guerre, les vice-présidents des commissions provinciales des travaux, les membres militaires et leurs remplaçants respectifs au comité et dans les commissions.
- L'officier général ou l'officier supérieur de la force aérienne, membre du comité mixte pour transport aérien.
- Le président de la commission interministérielle des secours sanitaires en temps de guerre.
- Le chef d'état-major de la marine pour le comité mixte maritime.
- Le commissaire militaire à la commission mixte des télécommunications.

Tabel 6

Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie B

- De stafchef van de landmacht en GSA, GS1, GS4.
- De chefs van de logistieke diensten van de logistieke bataljons belast met een depot- en herbevoorradingsoopdracht ten voordele van de ganse landmacht.
- De commandanten van de logistieke eenheden (bataljons en onafhankelijke compagnies) die bevoegd zijn voor de bevoorrading of het onderhoud van materieel van de landmacht.
- De chefs van de speciale staven van de logistieke steuncomplexen.
- De commandant van de 21 logistieke wing en de commandanten van de ondersecties van de aankoopdienst van de staf van de luchtmacht (VDN/V en VDN/Y).
- De commandanten van de hospitaalformaties en de commandanten van de territoriale apotheken.
- De commandant van de drukkerij van de krijgsmacht van het intermachten territoriaal commando.
- De commandant van de groep controle der bewegingen van het intermachten territoriaal commando.
- De commandant van de groepering transmissies van het intermachten territoriaal commando.
- De commandant van de Dienst Opsporing en Vernietiging van Oorlogstuigen.
- De directeur van de centrale bibliotheek van landsverdediging.
- De commandant van het koninklijk hoger instituut voor defensie.
- De commandanten van de intergeallieerde instellingen.

Tabel 7

Bevoegdheid inzake diverse uitgaven

- De chef van de generale staf of JSB, JSI, JSM, JSO, JSP, SGA, SGR en SID.
- De chef van de sectie beheer van de divisie operaties van de generale staf.
- De stafchef van de landmacht en GSA, GS1, GS4.
- De stafchef en de chef van het bureel training van het Operationeel Commando van de Landmacht.
- De stafchef van de luchtmacht en VSA, VSL.
- De stafchef van de marine en ZSA, ZSP, ZSE en ZS Instructie.
- De stafchef van de medische dienst en MSA, MS4.
- De commandant van het intermachten territoriaal commando, de generaal adjunct, G3 en G4.
- De chef van de Directie der Bouwwerken in Duitsland.
- De directeur generaal van het Burgerlijk Algemeen Bestuur en CA, CJ.
- De chef van het economaat van het Burgerlijk Algemeen Bestuur

Tabel 8

Overdracht van bevoegdheid inzake voorbereiding en uitvoering van uitgestelde contracten voor werken, leveringen en diensten

- De chefs van de secties en ondersecties van de algemene aankoopdienst.
- Comd Gpg KDT, chefs van de technische secties van Gpg KDT, de directeurs van KDR en KDTel.
- De opperofficier of hoofdofficier, ondervoorzitter van het gemengd comité voor de in oorlogstijd dringend noodzakelijke werken, de ondervoorzitters der provinciale commissies der werken, de militaire leden en hun respectievelijke plaatsvervangers in het comité en de commissies.
- De opperofficier of hoofdofficier van de luchtmacht, lid van het gemengd comité voor luchtvervoer.
- De voorzitter van de interministeriële commissie voor hulp aan zieken en gewonden in oorlogstijd.
- De stafchef van de marine voor het gemengd comité voor het zeevervoer.
- De militaire commissaris bij de gemengde commissie voor televerbindingen.

- Les commissaires militaires des commissions interministérielles pour les chemins de fer, pour le transport par route, pour les voies navigables et les ports, pour le comité mixte pour le transport terrestre.
- Le chef de la section G4 du commandement territorial interforces.
- Le commandant du commandement entraînement et soutien de la force aérienne.
- Le commandant du commandement logistique de la marine.
- Les chefs des sections logistique et approvisionnement médical du service médical.

- De militaire commissarissen van de interministeriële commissies voor de spoorwegen, voor het wegvervoer, voor de waterwegen en havens, voor het gemengd comité voor vervoer ter land.
- De chef van de sectie G4 van het intermachten territoriaal commando.
- De commandant van het commando training en steun van de luchtmacht.
- De commandant van het logistiek commando van de marine.
- De chefs van de secties logistiek en medische bevoorrading van de medische dienst.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

F. 97 — 1102

[97/411]

24 AVRIL 1997. — Arrêté royal considérant comme calamité publique les dégâts provoqués par les violents orages qui se sont abattus les 28, 29 et 30 août 1996 sur le territoire de plusieurs communes et délimitant l'étendue géographique de cette calamité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, notamment l'article 2, § 1er, 1° et § 2;

Considérant que suite aux violents orages des 28, 29 et 30 août 1996 qui se sont abattus sur une grande partie du pays, plusieurs cours d'eau ont débordé et ont ainsi provoqué de graves inondations et de nombreux dégâts;

Considérant que l'Institut royal météorologique a constaté que de tels orages ne se produisaient qu'une fois tous les 20 ans dans les zones sinistrées;

Considérant que les dégâts sont très importants dans les communes sinistrées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 février 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 26 février 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les dégâts causés par les violents orages des 28, 29 et 30 août 1996 dans plusieurs communes sont considérés comme une calamité publique, justifiant l'application de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles.

Art. 2. L'étendue géographique de la calamité est limitée aux communes dont les noms figurent ci-après :

Province du Brabant flamand :

Huldenberg, Kortenberg, Machelen, Overijse, Vilvorde, Zemst.

Province du Brabant wallon :

Beauvechain, Braine-le-Château, Jodoigne, Mont-Saint-Guibert.

Province de Flandre orientale :

Beveren, Melle, Oosterzele, Audenaarde.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

J. PEETERS

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 1102

[97/411]

24 APRIL 1997. — Koninklijk besluit waarbij de schade veroorzaakt door de hevige onweders die op 28, 29 en 30 augustus 1996 het grondgebied van verscheidene gemeenten geteisterd hebben, als een algemene ramp beschouwd wordt en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, inzonderheid op artikel 2, § 1, 1° en § 2;

Overwegende dat ingevolge de hevige onweders die op 28, 29 en 30 augustus 1996 een groot deel van het land geteisterd hebben, verschillende waterlopen buiten hun oevers getreden zijn en aldus zware overstromingen en grote schade veroorzaakt hebben;

Overwegende dat het Koninklijk Meteorologisch Instituut vastgesteld heeft dat dergelijke onweders zich slechts eenmaal om de 20 jaar voordoen in de getroffen gebieden;

Overwegende dat de schade zeer belangrijk is in de getroffen gemeenten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 februari 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting op 26 februari 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Veiligheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De schade die in verschillende gemeenten op 28, 29 en 30 augustus 1996 veroorzaakt werd door de hevige onweders, wordt beschouwd als een algemene ramp die de toepassing rechtvaardigt van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen.

Art. 2. De geografische uitgestrektheid van de ramp is beperkt tot de gemeenten waarvan de namen hieronder weergegeven worden :

Provincie Vlaams-Brabant :

Huldenberg, Kortenberg, Machelen, Overijse, Vilvoorde, Zemst.

Provincie Waals-Brabant :

Bevekom, Kasteelbrakel, Geldenaken, Mont-Saint-Guibert.

Provincie Oost-Vlaanderen :

Beveren, Melle, Oosterzele, Oudenaarde.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Veiligheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,

J. PEETERS